

**Appel aux travailleurs et aux jeunes à rejeter le mensonge selon lequel les augmentations de salaires contribuent à l'inflation des prix**

- **Une crise grave se profile déjà à l'horizon**  
– *Pauline Easton* –
- **Les fausses accusations pour rendre les travailleurs responsables de l'inflation reposent sur un gros mensonge**  
– *K.C. Adams* –
- **La bataille pour l'équité salariale et pour s'investir du pouvoir de décision**
  - **Déclin des investissements dans les moyens de production fixes**

---

**Appel aux travailleurs et aux jeunes à rejeter le mensonge selon lequel les augmentations de salaires contribuent à l'inflation des prix**

**Une crise grave se profile déjà à l'horizon**

– *Pauline Easton* –



L'élite dirigeante et ses médias répandent la désinformation qui dit que les augmentations de salaires contribuent à l'inflation des prix. Ceux qui possèdent et contrôlent l'économie et qui contrôlent en grande partie le discours officiel tentent de détruire l'opinion publique. Leur désinformation vise à faire en sorte que les travailleurs ne s'unissent pas pour défendre les réclamations qu'ils sont en droit de faire à la richesse sociale qu'ils produisent et qu'ils restent sur la défensive sur la question des revendications salariales. Qu'en est-il exactement ?

La semaine dernière, la Banque du Canada a augmenté de trois quarts de point de pourcentage de ce qu'on appelle son taux d'intérêt directeur. Les médias parlent d'une mesure prise par la banque

centrale « dans le cadre de sa mission de freiner l'inflation galopante ». Le taux de la banque a des répercussions sur les taux que les consommateurs et les entreprises obtiennent de leurs banques sur des éléments comme les hypothèques, les marges de crédit et les comptes d'épargne. Le taux est maintenant fixé à 3,25 %. Il s'agit du niveau le plus élevé de la Banque du Canada depuis le début de 2008, avant la crise financière.

Les interventions de la banque centrale dans l'économie sont les mesures les plus carrément au service des riches, pour s'assurer que les riches sortent indemnes de la crise ou même qu'ils en sortent avec encore plus d'argent. Au diable ce qui arrive au peuple et à la société. D'abord, la banque a réduit son taux à près de zéro en 2020 au nom de la stimulation de l'économie dans les premiers jours de la pandémie. Maintenant, les reportages disent que « la banque centrale du Canada a pris des mesures agressives pour augmenter les taux de prêt pour tenter de calmer l'inflation brûlante, qui a atteint son plus haut niveau depuis des décennies ». Il faut donc croire que c'est le peuple qui doit souffrir pour ralentir « l'inflation galopante ».

Bien que le taux d'inflation au Canada ait quelque peu diminué le mois dernier par rapport à son niveau le plus élevé en 30 ans, soit 8,1 %, la banque a noté dans sa décision que cette baisse est en majeure partie attribuable aux prix de l'essence, alors que le reste de l'économie a encore connu « un nouvel élargissement des pressions sur les prix, en particulier dans les services ».

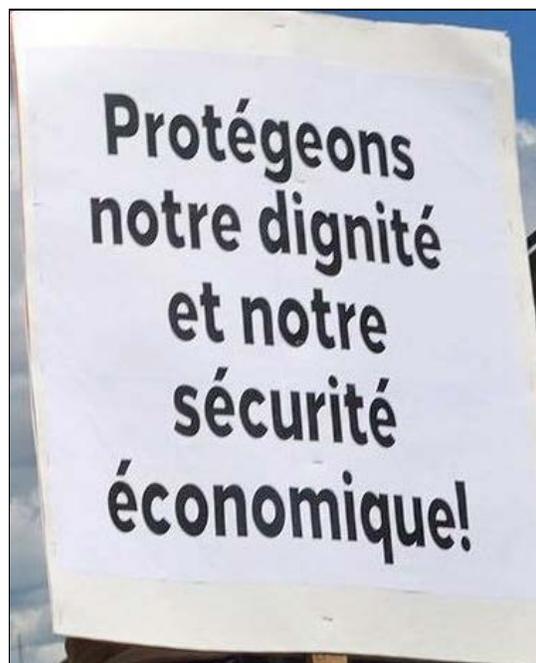
Cette pression inflationniste sous-jacente et persistante est l'une des raisons principales pour lesquelles « le taux directeur devra encore être relevé », déclare la Banque du Canada, notant qu'elle « reste résolue dans son engagement en faveur de la stabilité des prix et continuera de prendre les mesures nécessaires pour atteindre l'objectif de 2 % d'inflation ».

Pendant ce temps, l'élite dirigeante et ses médias de masse diffusent la désinformation que les augmentations de salaires contribuent à l'inflation des prix.

Sous couvert d'un discours traitant de l'inflation galopante, le gouverneur de la Banque du Canada, Tiff Macklem, a demandé aux employeurs de ne pas augmenter les salaires de leurs employés. Beaucoup se demandent pourquoi un gouverneur de la Banque du Canada s'attaquerait ouvertement et si effrontément aux revendications de la classe ouvrière alors qu'il est censé s'occuper de l'inflation et des autres problèmes de l'économie.

Ceux qui possèdent et contrôlent l'économie et qui dictent une grande partie du discours officiel tentent de détruire l'opinion publique. Leur désinformation vise à faire en sorte que les travailleurs ne s'unissent pas pour défendre leurs réclamations à la richesse sociale qu'ils produisent et qu'ils restent sur la défensive en ce qui concerne leurs revendications salariales.

Loin de prendre l'attitude défensive ou de s'excuser pour tout, la lutte des classes pour défendre ce qui appartient de droit aux travailleurs est cruciale non seulement pour leur propre bien-être, mais aussi pour celui de la société dans son ensemble. En défendant collectivement leurs salaires, leurs avantages sociaux et leurs conditions de travail, les travailleurs peuvent également faire avancer la lutte pour de nouvelles relations entre humains et entre les humains et la nature.



Une analyse concrète des conditions concrètes révèle une conjoncture historique qui appelle les travailleurs à fixer une nouvelle direction pour l'économie et la société dans son ensemble. Les transformations du processus de production résultant de la révolution scientifique et technique ont échappé aux forces productives, malgré la manie des intérêts privés étroits de créer des gouvernements de pouvoirs de police pour essayer de tout contrôler. Cela a donné lieu à une nouvelle situation dans laquelle l'ordre et les formes constitutionnels du passé ne fonctionnent plus, tandis que les nouvelles formes restent à être créées par la classe ouvrière et le peuple. Les développements attestent du fait que les forces productives humaines ne peuvent plus contrôler leurs propres pouvoirs productifs.

Ce qui est nécessaire aujourd'hui, c'est le travail de transformation de l'ensemble de la société en un autre ensemble – un ensemble de la société humaine digne de l'espèce humaine. La classe capitaliste est devenue superflue. La société fondée sur la défense de la propriété privée a perdu ses amarres parce que la propriété privée elle-même est détruite à un rythme de plus en plus rapide par ceux qui sont déterminés à détruire tout ce qu'ils ne peuvent pas contrôler. Une des réussites des transformations du processus de production résultant de la révolution scientifique et technique est qu'elles ont rendu obsolète la conception même de la propriété privée.

Les conditions matérielles permettant à l'élite dirigeante de fonctionner dans les limites de l'ancien ordre constitutionnel n'existent plus. La lutte pour le maintien d'un état de droit national dont le but est de défendre les relations fondées sur la préservation de la propriété privée à l'intérieur des frontières et d'un état de droit international et d'institutions internationales qui défendent cet ordre au niveau international est devenue irrationnelle à une époque où les intérêts privés opèrent à l'échelle mondiale et où leur mission est de dominer quoi qu'il arrive ou de détruire ce qu'ils ne peuvent pas contrôler.



C'est ce que la désinformation de la classe dirigeante et de ses partisans cherche à dissimuler. Plus la crise s'aggravera, plus ils s'attaqueront aux travailleurs, les accuseront de leur propre incapacité à contrôler les forces productives et poursuivront leurs stratagèmes pour payer les riches au nom de grands idéaux.

Les travailleurs qui s'organisent sur la base de leur propre politique indépendante, en élaborant leurs propres points de vue dans chaque situation, peuvent retourner la situation en leur faveur. En fait, c'est à la classe ouvrière de rallier le peuple pour humaniser l'environnement social et naturel d'une manière qui lui soit favorable. Face aux assauts dont ils font l'objet dans le cadre de la grave crise économique actuelle, la situation les appelle à défendre les réclamations qu'ils sont en droit de faire à la valeur nouvelle qu'ils produisent.

C'est un élément nécessaire de la préparation du peuple dans son ensemble pour changer les conditions économiques, politiques et sociales afin de répondre à la nécessité à placer les forces productives socialisées sous son contrôle. La désinformation selon laquelle l'augmentation des salaires et des avantages sociaux des travailleurs crée une inflation des prix vise à désorganiser la classe ouvrière et à l'empêcher de défendre ses revendications et ses droits, et de s'engager dans « le travail de transformation de l'ensemble de la société » pour répondre à l'appel de l'histoire.



## Les fausses accusations pour rendre les travailleurs responsables de l'inflation reposent sur un gros mensonge

– K.C. Adams –

Les intérêts privés étroits qui possèdent et contrôlent les principaux secteurs de l'économie et les entreprises privées, ainsi que l'ordre constitutionnel qui met tout à leur disposition, s'opposent à la création d'une société fondée sur les relations humaines entre les humains et entre les humains et la nature. Ces forces réactionnaires exproprient dans leurs propres intérêts privés une partie de la valeur nouvelle que les travailleurs produisent, y compris dans le secteur public.

La partie de la valeur nouvelle que les forces réactionnaires exproprient, qui existe généralement sous forme de profits et d'impôts, est en contradiction avec le montant que les travailleurs réclament individuellement comme leur propriété et collectivement comme programmes sociaux. Il est faux d'accuser les réclamations des travailleurs à la valeur nouvelle qu'ils produisent de provoquer une hausse du prix du marché du produit social. Les variations à la hausse ou à la baisse des réclamations des travailleurs à la valeur nouvelle qu'ils produisent modifient le rapport dans lequel la valeur nouvelle est divisée, mais pas son total.



Le rapport entre la part de la valeur nouvelle expropriée par ceux qui possèdent et contrôlent et le montant que les travailleurs réclament peut changer mais cela ne change pas en soi la quantité de valeur nouvelle que les travailleurs produisent, son prix de production ou le prix du marché auquel le produit social est vendu.

La quantité de valeur nouvelle produite par les travailleurs est déterminée par le temps de travail moyen nécessaire pour produire une qualité et une quantité données de produit social. La productivité diminue le temps de travail moyen nécessaire pour produire une qualité et une quantité données de produit social. Cela diminue la quantité de valeur nouvelle dans la quantité donnée de produit social mais ne change pas le rapport entre la valeur expropriée et les réclamations des travailleurs à la valeur nouvelle. La productivité abaisse à la fois la valeur expropriée et les revendications des travailleurs sur une qualité et une quantité données de produit social parce que la quantité de valeur nouvelle diminue dans l'ensemble.



Changer le rapport entre la valeur expropriée et les réclamations des travailleurs ne change pas le total. La productivité change la valeur nouvelle totale du produit social et son prix de production. Changer le rapport entre la valeur expropriée et les réclamations des travailleurs ne change pas la quantité de valeur nouvelle, le prix de production du produit social ou son prix de marché. D'autres facteurs entrent en ligne de compte.

La valeur nouvelle combinée à la valeur transférée des moyens de production matériels utilisés dans la production, le temps de travail nécessaire pour produire le produit social déterminent le prix de production, ce qui constitue la base de sa valeur marchande et de son prix. La productivité modifie le rapport entre l'ancienne et la nouvelle valeur, car moins de valeur nouvelle est nécessaire et plus d'ancienne valeur est requise pour produire une qualité et une quantité données de produit social. La productivité réduit généralement la quantité de valeur nouvelle nécessaire plus rapidement qu'elle n'augmente la quantité de valeur ancienne nécessaire, ce qui se traduit par une diminution du temps de travail nécessaire pour produire une qualité et une quantité données de produit social, générant un prix de production inférieur. Le rapport entre la nouvelle et l'ancienne valeur et les quantités nécessaires pour produire la même quantité de produit social sont les principaux facteurs qui modifient le prix de production.

Les facteurs qui vont au-delà du temps de travail nécessaire et du prix de production, comme l'offre et la demande d'un produit social donné, la guerre, les tarifs douaniers, les sanctions, la concurrence entre les intérêts privés, le contrôle par les monopoles des prix du marché et la quantité de monnaie en circulation, jouent un rôle important dans le prix de marché du produit social, mais ils ne modifient pas le prix de production.

Les changements du prix du marché du produit social sont du ressort de ceux qui possèdent et contrôlent les forces productives, ce qui n'inclut pas les réclamations que la classe ouvrière est en droit de faire à la valeur nouvelle que les travailleurs produisent. Le contrôle des forces productives est devenu un problème auquel toute la société est confrontée, car ce contrôle a échappé même à ceux qui possèdent les forces productives en tant que propriété privée, créant ainsi des conditions globales d'anarchie et de violence.

À cause des conditions sociales de l'esclavage salarié, la classe ouvrière se doit de défendre ses réclamations à la valeur qu'elle produit. Sans cela, les travailleurs ne feraient pas qu'accepter une baisse de leurs conditions de vie au sein de l'économie et de la société mais, comme conséquence, ils contribueraient à rabaisser la société dans son ensemble et à empêcher les changements nécessaires qui doivent être apportés aux relations entre les humains et avec la nature, si la société dans son ensemble doit survivre.



---

## **La bataille pour l'équité salariale et pour s'investir du pouvoir de décision**

L'Assemblée générale des Nations unies a créé en 2019 la Journée internationale de rémunération, qui sera célébrée chaque année le 18 septembre. Selon l'ONU, cette action « s'appuie notamment sur l'engagement des Nations Unies en faveur de la protection des droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales, y compris contre toutes les formes de discrimination, notamment à l'égard des femmes et des filles ».

Dans l'ensemble du monde impérialiste, les salaires des femmes employées sont inférieurs de 20 % à ceux des hommes. L'ONU estime qu'au rythme actuel de l'évolution vers l'équité salariale, il faudra 257 ans pour combler l'écart entre les sexes. Cette discrimination est aggravée par la concentration des travailleuses dans le secteur des services et le travail irrégulier où les salaires sont généralement plus bas pour tous les travailleurs.

La discrimination à l'égard des femmes est aggravée par le refus de l'élite dirigeante d'augmenter le financement des programmes sociaux. Le manque d'investissement pour améliorer et étendre les services sociaux à tous les domaines de la vie nuit particulièrement aux femmes. Il prive les femmes et les jeunes filles de possibilités d'éducation et de temps pour s'éloigner des tâches ménagères traditionnelles et s'engager dans un emploi socialisé et d'autres activités en dehors du foyer.

En outre, la socialisation des tâches ménagères telles que la préparation des repas, les travaux ménagers et la garde des jeunes enfants permettrait aux femmes de diversifier et d'améliorer leur capacité à travailler et sa valeur, de s'unir et de participer avec leurs collègues travailleurs à la lutte pour des salaires plus élevés et de meilleures avantages sociaux et conditions de travail, et de s'engager dans la politique et d'autres affaires sociales dans la lutte pour une vie culturelle moderne, s'investir du pouvoir de décision, le renouveau démocratique et une nouvelle direction prosociale de l'économie.



---

## **Déclin des investissements dans les moyens de production fixes**

Statistique Canada rapporte que l'inflation des prix a augmenté de 7,7 % de mai 2021 à mai 2022. De façon générale, cela veut dire qu'il y avait trop d'argent en circulation en quête des biens et des services disponibles.

Avec des incitatifs comme les taux d'intérêt à la baisse, les grandes banques et d'autres institutions financières ont mis des quantités massives d'argent neuf en circulation en émettant des prêts. En outre, l'élite dirigeante, forte de son contrôle politique, a cédé des quantités faramineuses de fonds publics à des intérêts privés par l'entremise de stratagèmes pour payer les riches et a fait sombrer l'économie dans un abîme de production inutile pour la guerre et les préparatifs de guerre, y compris l'expansion des engagements envers le NORAD et les plans bellicistes mondiaux des États-Unis pour l'OTAN.

L'apport d'argent neuf dans l'économie n'avait pas comme objectif de développer ou de moderniser

les moyens de production. L'investissement dans les moyens de production fixes est en déclin depuis 2015 alors que l'ensemble des forces productives fixes par travailleur a chuté au point de ne pas suivre la dépréciation ou la croissance de la population. De façon générale, ceci a un impact sur l'inventaire disponible de moyens de production fixes tels que les bâtiments non résidentiels, les travaux publics, la machinerie, l'équipement et les logiciels, les outils dont les travailleurs ont besoin pour produire.

Statistiques Canada décrit le déclin des moyens de production fixes depuis 2015 comme suit : les travaux de construction ont baissé de 3 % ; les machineries et équipements ont baissé de 17 % ; les bâtiments non résidentiels ont baissé de 1 % ; et, ce qui est surprenant, les logiciels et les autres biens intellectuels ont baissé de 12 %.

Dans l'ensemble, l'inventaire des forces productives fixes dans toutes les catégories a subi un déclin général de 5 % en 2015. Dans son rapport du mois de juin, Statistique Canada rapporte également que la productivité de l'économie a chuté de 0,5 % au premier trimestre de cette année – son septième déclin trimestriel consécutif. Tout cela reflète la destruction des forces productives matérielles du Canada non seulement en termes relatifs mais en termes absolus, ce qui a fait dire aux éditorialistes du *Financial Post* que c'est « tout à fait alarmant ». Ils rappellent que la seule période historique au cours de laquelle l'inventaire des forces productives par travailleur avait décliné pendant plusieurs années était pendant la crise économique (la grande dépression) des années 1930.

La réduction des forces productives a un impact direct sur la production de biens et services et peut aussi avoir un impact négatif sur le taux de développement de la productivité par travailleur. Ces deux phénomènes exerceraient une pression sur les prix, les faisant augmenter ou, du moins, les empêchant de chuter. En fait, ils ont maintenant augmenté. En outre, les sanctions mondiales et les tarifs imposés par les États-Unis aux pays ciblés tels que l'éventail de sanctions contre la Russie et d'autres mesures plus spécifiques telles le fait d'imposer une restriction aux activités de la compagnie technologique chinoise Huawei, réduisent l'approvisionnement d'objets à vendre, ce qui exerce une pression à la hausse sur les prix dans les secteurs touchés et sur certains biens tels que l'énergie, propageant l'inflation des prix de façon générale.

La productivité diminue le temps de travail nécessaire pour produire un bien ou un service. Dans une économie fondée sur les biens en tant que marchandises, où la production est destinée à être vendue sur un marché, la valeur monétaire des biens et services est en grande partie déterminée par le temps de travail requis pour produire un bien. La productivité et l'approvisionnement accrus de biens et services sans ajuster l'approvisionnement monétaire en fonction de ces facteurs engendre la déflation, ce qui veut dire qu'un dollar pourrait acheter une plus grande quantité de biens et services. La déflation des prix rend fou les intérêts privés qui contrôlent l'économie, puisqu'elle diminue le rendement sur les biens et services qu'ils vendent ainsi que la valeur monétaire des moyens de production et d'autres propriétés qu'ils ont achetées et dont ils sont les propriétaires.

Pour contrer la diminution de la valeur monétaire des biens engendrée par la productivité et un plus grand approvisionnement, l'élite dirigeante submerge l'économie avec plus d'argent que la valeur monétaire des biens et services disponibles, tout en adoptant d'autres mesures. Cet approvisionnement d'argent excédentaire se produit de plusieurs façons : des institutions financières créent de l'argent en émettant des prêts; le gouvernement concocte des stratagèmes pour payer les compagnies mondiales, ce qui est



maintenant de rigueur lorsqu'il y a d'importants investissements privés; des prix élevés pour les contrats gouvernementaux en infrastructure sont garantis; il y a destruction des forces productives en diminuant les investissements dans les nouveaux moyens de production et en ralentissant la modernisation des forces productives périmées; et la richesse sociale disponible est destinée à la guerre et à la production de guerre. Cela se fait surtout par l'intégration dans l'économie de guerre des États-Unis, l'approvisionnement en ressources naturelles canadiennes plutôt que de canaliser les investissements dans la construction d'une économie canadienne autonome dans des programmes sociaux répondant aux besoins et au mieux-être du peuple.

Une combinaison de tous ces facteurs, y compris l'assaut néolibéral contre les avantages sociaux et le pouvoir d'achat de la classe ouvrière au cours des trois dernières décennies, et maintenant la guerre par procuration des États-Unis/OTAN et les sanctions contre la Russie, ont fait en sorte que le barrage des prix, pour ainsi dire, a éclaté. L'économie ne peut pas produire suffisamment de biens et services pour suivre le montant de devises (l'argent) en circulation. Cette activité engendrant l'inflation est exacerbée parce qu'une portion massive de l'économie est canalisée vers le matériel de guerre et le stationnement de troupes et d'équipements à l'étranger et le financement des guerres actuelles en Afghanistan, en Irak, en Libye, en Syrie, etc. et maintenant la guerre par procuratoin des États-Unis/OTAN contre la Russie et l'injection de matériel de guerre en Ukraine et en Europe, tout en antagonisant la Chine et se préparant à lui faire la guerre.

Dans le *Financial Post*, on écrit, sans spécifier quel est l'objet des dépenses ni qui s'y prête : « Les prix augmentent rapidement parce que les dépenses augmentent rapidement, mais la production n'augmente pas. La capacité de notre économie de produire est au point de stagnation parce que les investissements commerciaux ont été si faibles que le stock de capital productif [sic] [on devrait dire forces productives matérielles – note éditoriale du LML] par travailleur est en chute libre. Si nous ne changeons pas la situation, la perspective d'une croissance réelle du niveau de vie dans les mois, les années et les décennies à venir est sombre. »

Pour le peuple, le fait de connaître les problèmes et même les solutions ne mène pas en soi à des résultats parce qu'il n'a pas de pouvoir politique. Les formes politiques coloniales anachroniques ne lui permettent pas de donner suite à sa compréhension et son besoin de solutions. Alors comment dissiper la morosité de cette fraude économique et politique alors que l'élite dirigeante et ses intérêts privés, celle-là même qui est responsable de la crise, maintient toujours leur contrôle économique, politique et social ?

Le peuple ne peut mettre en oeuvre ses solutions à ces problèmes que conjointement avec ses revendications de pouvoir politique. En bâtissant de nouvelles organisations politiques, de nouvelles formes et des relations économiques et sociales et des relations au sein du peuple et avec la nature sur la base d'une nouvelle pensée, de nouvelles institutions et des nouvelles façons de faire, il sert le mieux-être et le bien collectif. Cela donne au peuple le pouvoir politique de résoudre les vrais problèmes sur la base de vraies solutions.

L'élite dirigeante ne se mettra pas tout d'un coup à ne plus mener des guerres sans fin, détruisant et saignant l'économie pour le profit maximum, et manipulant la politique pour servir ses intérêts privés étroits. Elle est prise dans un système impérialiste qui fait qu'elle devient plus riche et plus destructrice, pendant que le peuple s'appauvrit. L'élite dirigeante n'est pas du tout motivée à changer sa façon de faire ou même à contempler de le faire. Il est temps pour le peuple de se lancer avec audace dans la mêlée et de bâtir le Nouveau comme il l'entend.

